

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

28 mars 2011

PROPOSITION DE LOI**modifiant la législation en matière
de reconnaissance du culte islamique**(déposée par
M. Filip De Man et consorts)
_____**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

28 maart 2011

WETSVOORSTEL**tot wijziging van de wetgeving inzake
de erkenning van de islamitische eredienst**(ingediend door
de heer Filip De Man c.s.)
_____**RÉSUMÉ**
_____*Cette proposition de loi vise à mettre fin à la reconnaissance du culte islamique.***SAMENVATTING**
_____*Dit wetsvoorstel strekt ertoe de erkenning van de islamitische eredienst in te trekken.*

N-VA : Nieuw-Vlaamse Alliantie PS : Parti Socialiste MR : Mouvement Réformateur CD&V : Christen-Democratisch en Vlaams sp.a : socialistische partij anders Ecolo-Groen! : Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen Open Vld : Open Vlaamse liberalen en democraten VB : Vlaams Belang cdH : centre démocrate Humaniste LDD : Lijst Dedecker INDEP-ONAFH : Indépendant - Onafhankelijk	
<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i> DOC 53 0000/000: Document parlementaire de la 53^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif QRVA: Questions et Réponses écrites CRIV: Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte) CRABV: Compte Rendu Analytique (couverture bleue) CRIV: Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon) PLEN: Séance plénière COM: Réunion de commission MOT: Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i> DOC 53 0000/000: Parlementair document van de 53^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer QRVA: Schriftelijke Vragen en Antwoorden CRIV: Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft) CRABV: Beknopt Verslag (blauwe kaft) CRIV: Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft) PLEN: Plenum COM: Commissievergadering MOT: Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)
<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i> Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.lachambre.be e-mail: publications@lachambre.be	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i> Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.dekamer.be e-mail: publicaties@dekamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi reprend, moyennant certaines adaptations, le texte de la proposition DOC 52 0426/001.

Les relations entre l'Église catholique et l'État laïc sont toujours régies par le concordat du 26 messidor an IX. Les modalités pratiques qui matérialisent ces relations ont été fixées par la loi du 18 germinal an X, le décret impérial du 30 décembre 1809 et la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes. L'ensemble de ces dispositions a fait de l'Église catholique un culte reconnu, dont les ministres sont rémunérés par l'État.

Il était logique que, dans l'esprit oecuménique et à la suite de la prise de conscience de la tradition européenne commune, les autres Églises chrétiennes soient également reconnues par l'État laïc : les cultes anglican, protestant et orthodoxe bénéficient donc, à juste titre, des mêmes privilèges que l'Église catholique. Vu la présence séculaire des croyants israélites dans nos régions et leur contribution à la construction et à la prospérité de l'État laïc, le culte israélite a, lui aussi, été reconnu.

Depuis 1974, la loi reconnaît également le culte islamique. Ce culte a toutefois été reconnu sans que l'on ait une connaissance suffisante de cette religion. Depuis que notre pays a reconnu l'islam, il est en effet apparu clairement qu'il existe des antinomies fondamentales et irréductibles entre les valeurs islamiques et les valeurs occidentales. Pendant des dizaines d'années, des tentatives innombrables ont été entreprises pour rapprocher l'Occident et le monde islamique. À quelques rares exceptions près, toutes ces tentatives ont échoué.

Il est indubitable, en 2010, que l'islam a une influence croissante sur la vie politique de notre pays. Certaines piscines prévoient des heures d'ouverture distinctes pour les femmes parce que l'islam le veut. Les écoles municipales font fi des dispositions interdisant le port de symboles religieux dès lors que l'islam impose le port du voile. Et c'est pour cette même raison que la disposition interdisant le port d'un couvre-chef sur la photo de la carte d'identité a été reléguée aux oubliettes.

S'il n'est pas rare d'entendre soutenir que la reconnaissance de l'islam s'inscrit dans la logique de tolérance qui caractérise notre société occidentale et si, en

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel neemt, in aangepaste vorm, de tekst over van het voorstel DOC 52 0426/001.

De verhoudingen tussen de katholieke Kerk en de lekenstaat worden nog altijd beheerst door het concordat van 26 messidor jaar IX. De praktische uitwerking van deze verhouding werd geregeld door de wet van 18 germinal jaar X, het keizerlijk decreet van 30 december 1809 en de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten. De katholieke Kerk is daarmee een erkende eredienst. Haar bedienaars worden bezoldigd door de Staat.

Het was logisch dat, in de geest van oecumene en het besef van de gemeenschappelijke Europese traditie, ook de andere christelijke Kerken door de lekenstaat erkend zouden worden: de anglicaanse, protestantse en orthodoxe erediensten genieten dus terecht dezelfde voorrechten als de katholieke Kerk. Ook de Israëlitische eredienst werd erkend, gelet op de eeuwenlange aanwezigheid in onze gewesten en de constructieve bijdrage van de Israëlitische gelovigen aan de opbouw en de welvaart van de lekenstaat.

Sinds 1974 wordt ook de erkenning van de islamitische eredienst bij wet geregeld. De erkenning van de islamitische eredienst gebeurde evenwel zonder voldoende kennis van deze godsdienst. Sinds de erkenning van de islam in ons land is immers duidelijk gebleken dat er fundamentele en onoverbrugbare tegenstellingen bestaan tussen het islamitische en het westerse waardegoed. Gedurende tientallen jaren zijn er ontelbare pogingen ondernomen om het Westen en de islamitische wereld dichter bij elkaar te brengen. Deze experimenten zijn, op enkele schaarse uitzonderingen na, allemaal mislukt.

Anno 2010 is het onmiskenbaar dat de islam steeds meer greep krijgt op het in dit land gevoerde beleid. In zwembaden worden aparte zwembaden ingevoerd voor vrouwen omdat de islam dat wil. De regeling dat er geen religieuze symbolen mogen gedragen worden, is in stadsscholen overboord gegooid omdat de islam hoofddoeken wil. Om dezelfde reden werd de regeling verlaten dat je op een identiteitskaart geen hoofddeksel mag dragen.

Niet zelden wordt geargumenteed dat de erkenning van de islam het logische gevolg is van de tolerantie die onze westerse maatschappij nu eenmaal kenmerkt. Met

soi, la tolérance n'a bien évidemment rien de mauvais, celle-ci ne peut toutefois s'assimiler à une naïveté sans bornes, naïveté sans bornes dont on a fait preuve en reconnaissant le culte islamique alors que l'on ignorait tout de sa vraie nature et de ses racines. Contrairement à l'ordre social occidental, l'islam ne fait aucune distinction entre la vie politique, culturelle et religieuse, de sorte qu'il s'agit d'une religion qui porte gravement atteinte à l'ordre public et qui perturbe les relations entre la communauté religieuse et l'État laïc.

La reconnaissance de l'islam, en 1974, a été une grave erreur. C'est visiblement aussi l'opinion de Philippe Moureaux. Ce ténor du PS a été l'initiateur de la loi contre le racisme. Il a également, à l'époque, appuyé la reconnaissance de l'islam. Lorsque, des années plus tard, il est devenu bourgmestre de Molenbeek-Saint-Jean, une commune où la religion islamique est très présente, il s'est toutefois interrogé sur cette reconnaissance de l'islam: "Un cas typique de décision en toute bonne foi du monde politique, qui n'en a pas mesuré les implications à moyen terme?" (Le Soir, 14/2/1990). Guy Verhofstadt, a, quant à lui, écrit dans une vie antérieure: "La question est de savoir si l'Islam est compatible avec la démocratie libérale et la liberté, la tolérance, la diversité et le débat contradictoire, sans lesquels une société ouverte n'est pas envisageable. (...) L'affaire Rushdie n'est-elle pas la preuve ultime de l'incapacité de l'islam de s'intégrer dans notre société? Ne démontre-t-elle pas que l'islam est en réalité une idéologie intolérante et totalitaire, qui se heurte aux préceptes culturels, moraux et juridiques qui président à une société ouverte et démocratique?" (traduction) (Guy Verhofstadt, *De weg naar politieke vernieuwing, tweede burgermanifest, stuk IV-6-1*, pp. 64-65).

Les attentats terroristes sanglants perpétrés le 11 septembre 2001 contre les tours du WTC et contre le Pentagone sont l'illustration parfaite de l'hostilité viscérale que nourrit l'islam envers la société occidentale. Avant le 11 septembre, l'establishment politique et les médias politiquement corrects cultivaient le mythe d'un islam pacifique et inoffensif selon lequel, en faisant preuve d'un peu de tolérance, nous pourrions vivre côte à côte dans un Disneyland multiculturel où tout le monde rit, où le soleil brille chaque jour que Dieu fait et où tout le monde est gentil. Depuis le 11 septembre, il est difficile d'encore y croire. Mais un nouveau dogme a été inventé: seul un nombre infime d'islamistes, dans notre pays aussi, soutiendraient le terrorisme. Il n'existe, hélas, pas de preuves objectives étayant cette affirmation, comme par exemple un sondage d'opinion sur les attentats auprès des musulmans belges. Aux Pays-Bas, le bureau d'études Fozuz Ethnomarketing a réalisé un

tolerantie op zich is uiteraard niets verkeerd. Tolerantie mag echter geen synoniem worden van grenzeloze naïviteit. De erkenning van de islamitische eredienst getuigde van een dergelijke grenzenloze naïviteit, aangezien zij berustte op een totaal gebrek aan kennis omtrent de ware aard en de achtergronden van de islam. In tegenstelling tot de westerse maatschappelijke ordening maakt de islam geen onderscheid tussen het politieke, culturele en godsdienstige leven. Daardoor tast deze godsdienst de openbare orde ernstig aan en vertroebelt hij de verhouding tussen de religieuze gemeenschap en de lekenstaat.

De erkenning van de islam in 1974 was een grote vergissing. Die mening is blijkbaar ook Philippe Moureaux toegedaan. Dit PS-kopstuk was de initiatiefnemer van de antiracismewet. Hij steunde eveneens de erkenning van de islam. Toen hij jaren later burgemeester werd van Sint-Jans-Molenbeek, waar de islam sterk staat, verklaarde hij over de erkenning van de islam: "Dat is een voorbeeld van een beslissing waar het beleid weliswaar met goede bedoelingen, maar fout gehandeld heeft." (Le Soir, 14/2/1990). Guy Verhofstadt schreef in een vorig leven het volgende: "De vraag is of de Islam wel in overeenstemming te brengen is met de liberale democratie en de vrijheid, de verdraagzaamheid, de verscheidenheid en het tegensprekelijke debat zonder dewelke geen open samenleving mogelijk is. (...) Is de zaak Rushdie niet het ultieme bewijs van de onmogelijkheid van de islam zich in te passen in onze samenleving? Toont zij niet aan dat de islam in wezen een intolerante en totalitaire ideologie is, die botst met de culturele, morele en juridische voorschriften die gelden in een open en democratische samenleving?" (Guy Verhofstadt, *De weg naar politieke vernieuwing, tweede burgermanifest, stuk IV-6-1*, p. 64-65)

De bloedige terroristische aanslagen op de WTC-torens en op het Pentagon op 11 september 2001 leverden het bewijs bij uitstek van de diepgewortelde vijandigheid van de islam tegenover de westerse samenleving. Vóór 11 september werd door het politieke establishment en de politiek correcte media het dogma gehuldigd dat de islam vredelievend en onschadelijk is en dat, als wij maar tolerant genoeg zijn, er als vanzelf een soort multicultureel Disneyland zou ontstaan waar iedereen steeds lacht, de zon altijd schijnt en iedereen lief is voor elkaar. Sinds 11 september is dat nog moeilijk vol te houden. Er werd evenwel een nieuw dogma uitgevonden: slechts een verwaarloosbaar klein deel van de islamieten, ook die in ons land, zou de terreurdaad steunen. Enig objectief bewijsmateriaal om dit te staven, zoals een opiniepeiling uitgevoerd naar de mening van de Belgische moslims over de aanslagen, bestaat helaas niet. Een dergelijke peiling werd wel

tel sondage à la demande du magazine multiculturel "Contrast". Les résultats furent stupéfiants: 47,7 % des musulmans vivant aux Pays-Bas ont dit comprendre les attentats. Et seulement 48,8 % d'entre eux ont désapprouvé le comportement des jeunes musulmans qui, après les attentats, avaient, sous l'oeil des caméras, fait la fête dans la petite localité d'Ede, en faisant le signe de la victoire et en clamant qu'Osama Bin Laden était leur guide. Or, il n'y a pas de raison que l'opinion des musulmans de Belgique diverge, d'une manière significative, de celle de leurs voisins néerlandais. Un certain nombre d'indices tendent à légitimer cette hypothèse:

- les événements du 11 septembre ont immédiatement donné lieu à des explosions de joie chez les musulmans: on a dansé et applaudi dans les entreprises où ils sont nombreux, et des graffitis, portant les mots "Vive Ben Laden" ont fait leur apparition en divers endroits;

- lorsque le gouvernement a demandé d'observer trois minutes de silence en mémoire des victimes des attentats, certaines directions d'école ont décidé de ne pas respecter cette consigne parce que les élèves musulmans ne l'acceptaient pas;

- le collège des échevins d'Anvers, qui craignait des émeutes, a interdit l'organisation, par un groupe de musiciens, d'un concert caritatif au bénéfice des victimes des attentats de New York sur la *Groenplaats*; ce concert n'a pu se tenir que plusieurs semaines plus tard, après avoir été rebaptisé "*vredesconcert*" (concert pour la paix);

- des journalistes du magazine HUMO, qui ont parcouru un quartier musulman de Bruxelles, ont eu des difficultés à trouver des habitants un tant soit peu critiques au sujet des attentats. Les réactions recueillies oscillaient plutôt entre la compréhension, la sympathie et le soutien enthousiaste;

- le P-magazine a rapporté les déclarations dans lesquelles un imam anversoïse, un certain Nordine Taouil, a défini les Talibans d'Afghanistan de la manière suivante: "Il s'agit de personnes extrêmement amicales et généreuses qui voyaient d'un mauvais oeil le non-respect des droits de l'homme et de l'islam dans les pays qui les entouraient. Je regrette que les Talibans n'aient jamais eu la chance de démontrer qu'ils étaient capables de bien gouverner et je regrette également que l'Occident n'ait jamais soutenu économiquement ce pays."

Il ressort de tout ce qui précède qu'il convient de relativiser le dogme de l'infime minorité de fondamentalistes musulmans.

uitgevoerd in Nederland door het onderzoeksbureau Foquz Etnomarketing in opdracht van het multiculturele weekblad "Contrast". De resultaten waren verbijsterend: 47,7 % van de moslims in Nederland heeft begrip voor de aanslagen. Als jongeren in het Nederlandse plaatsje Ede onder het oog van de camera na de aanslagen feestvierden, het V-teken maakten en Osama Bin Laden "hun leider" noemden, dan is er slechts 48,8 % die dat afkeurt. Er zijn geen redenen om aan te nemen dat de Belgische moslims er een significant andere mening zouden op na houden dan de Nederlandse. Een aantal indicaties wettigen deze veronderstelling:

- onmiddellijk na 11 september waren er uitbarstingen van spontane vreugde bij islamieten: in bedrijven waar veel islamieten werken, werd gedanst en geapplaudisseerd; op diverse plaatsen werd graffiti aangebracht met de woorden "leve Bin Laden";

- toen op initiatief van de regering drie minuten stilte ter herdenking van de slachtoffers gehouden werden, besloten directies in sommige scholen die drie minuten niet in acht te nemen, omdat dit door de islamitische leerlingen niet aanvaard werd;

- in Antwerpen wilde een muziekgroep ten bate van de slachtoffers in New York een benefietconcert houden op de Groenplaats; het concert werd door het Schepencollege verboden uit angst voor rellen en mocht pas weken later doorgaan, onder de gewijzigde benaming "*vredesconcert*";

- HUMO trok naar een islamitische wijk in Brussel en kon er nauwelijks een islamiet vinden die zich ook maar enigszins kritisch uitliet over de aanslagen. De reacties varieerden van begrip over sympathie tot enthousiaste steunbetuigingen;

- in P-magazine kwam een Antwerpse imam aan het woord, ene Nordine Taouil, die de Taliban in Afghanistan als volgt beschreef: "Heel vriendelijke, vrijgevege mensen die met lede ogen aanzagen hoe nergens in de buurlanden de mensenrechten werden nageleefd, maar ook dat de islam niet werd gerespecteerd. Ik vind het jammer dat de Taliban nooit een kans hebben gekregen om te bewijzen dat ze goed kunnen regeren, en dat het Westen het land economisch niet heeft gesteund."

Uit dit alles blijkt dat het dogma van de verwaarloosbaar kleine minderheid van fundamentalistische moslims met een stevige korrel zout dient genomen te worden.

Cinquante-quatre des 129 mosquées ayant introduit un dossier en vue d'obtenir un subventionnement ne remplissaient pas les conditions requises pour être reconnues, du fait qu'elles étaient des creusets de fondamentalisme. Fin janvier, le porte-parole de la Sûreté de l'État, M. Desmedt, déclarait au journal télévisé que, de fait, diverses mosquées abritaient des activités intégristes. En 1995, l'hebdomadaire Télémoustique publiait un article qui avait fait sensation et qui était intitulé: "La Belgique deviendra-t-elle musulmane?" Il y était notamment question d'une mosquée à Molenbeek-Saint-Jean, située non loin du Petit-Château, qui avait à plusieurs reprises appelé à la guerre sainte contre la Belgique. L'imam local avait fixé comme objectif ultime la création d'une république islamique en Belgique. Nous citerons ici mot pour mot un de ses sermons: "Nous nous trouvons ici en terre d'incroyants et il est de notre saint devoir de faire triompher l'unique vraie foi, telle qu'elle nous a été révélée par notre prophète. (...) Nous sommes en route vers la victoire et les musulmans seront bientôt majoritaires dans ce pays. Nous pourrions alors imposer la sharia et la Belgique fera partie de la communauté islamique. La victoire est à notre portée. Aujourd'hui, les Belges nous méprisent, nous critiquent et nous insultent: ils s'en repentiront jusqu'à la fin de leurs jours lorsque la Belgique nous appartiendra. Alors, ils nous serviront, eux qui ne reconnaissent pas le règne de notre Prophète, ceux-là nous serviront. Préparez-vous, la victoire est imminente." Cet imam n'est pas un exemple isolé. La Belgique, et Bruxelles en particulier, est une plaque tournante pour toutes sortes de groupes intégristes. Du fait de la guerre en Afghanistan, les informations concernant les réseaux d'intégristes musulmans dans notre pays sont de plus en plus nombreuses.

De nombreux éléments attestent que l'État belge a mené pendant des années une politique de tolérance à l'égard du fondamentalisme musulman. Dans deux communiqués, diffusés depuis le Caire les 11 et 25 juin 1999, le GIA a menacé la Belgique d'un bain de sang. Il y était question d'un pacte conclu avec l'État belge, qui deviendrait caduc si la Belgique extradait des fondamentalistes vers la France.

Chaque islamiste n'est évidemment pas un fondamentaliste ou un terroriste potentiel. Il y a sans aucun doute de nombreux islamistes qui sont très tolérants et qui ont de bonnes intentions. Ces personnes sont toutefois tolérantes malgré qu'elles soient islamistes, et non pas parce qu'elles sont islamistes. En résumé: il existe des islamistes tolérants, mais il n'existe pas d'islam tolérant. L'islam est une religion foncièrement intolérante, qui prêche la haine des incroyants et appelle au jihad. Il est incompatible avec les valeurs européennes telles que la démocratie, la séparation de l'Église et de

Van de 129 moskeeën die een dossier indienden met het oog op de betoelaging door de overheid, waren er 54 die niet in aanmerking kwamen voor erkenning, omdat daar fundamentalistische activiteiten ontplooid werden. Eind januari 2002 verklaarde de woordvoerder van de Veiligheid van de Staat, de heer Desmedt, in het TV-journaal dat er inderdaad in diverse moskeeën fundamentalistische activiteiten ontplooid worden. In 1995 publiceerde het weekblad Télémoustique een opzienbarend artikel met de titel: "La Belgique deviendra-t-elle musulmane?". Hierin was onder meer sprake van een moskee in Sint-Jans-Molenbeek, nabij het Klein Kasteeltje, waar herhaaldelijk werd opgeroepen tot een heilige oorlog tegen België. De stichting van een islamitische republiek in België werd door de plaatselijke imam als einddoel vooropgesteld. We citeren hier letterlijk uit een van de preken: "Wij zijn hier op het grondgebied van de ongelovigen en het is onze heilige plicht het enig ware geloof te laten overwinnen, zoals dat werd geopenbaard door onze profeet. (...) Wij zijn op weg naar de overwinning en de moslims zullen binnenkort de meerderheid zijn in dit land. Dan zullen wij de sharia opleggen en België zal deel uitmaken van de islamitische gemeenschap. De overwinning is binnen bereik. Vandaag misprijzen de Belgen ons, zij bekritisieren ons, zij beledigen ons: ze zullen het zich tot in de eeuwigheid beklagen als België ons toebehoort. Dan zullen zij ons dienen; zij die de heerschappij van onze Profeet niet erkennen zullen ons dienen. Bereid u voor, want de overwinning is nabij." Deze imam is geen alleenstaand curiosum. België, en in het bijzonder Brussel, is een draaischijf voor allerlei fundamentalistische groepen. Naar aanleiding van de recente oorlog in Afghanistan kwam heel wat informatie over extremistische moslimnetwerken in ons land aan het licht.

Er bestaan heel wat aanwijzingen dat de Belgische Staat tegenover het moslimfundamentalisme jarenlang een gedoogbeleid gevoerd heeft. In twee communiqués, verspreid vanuit Caïro op 11 en 25 juni 1999, bedreigde de GIA België met een bloedbad. Er was sprake van een pact met de Belgische Staat dat zou vervallen indien België fundamentalisten zou uitleveren aan Frankrijk ...

Uiteraard is niet elke islamiet een fundamentalist of een potentiële terrorist. Er zijn ongetwijfeld heel wat islamieten die zeer verdraagzaam zijn en het goed menen. Deze mensen zijn echter verdraagzaam ondanks het feit dat zij islamiet zijn, en niet omdat zij islamiet zijn. Kortom: er bestaan verdraagzame islamieten, maar er bestaat geen verdraagzame islam. De islam is een door en door onverdraagzame godsdienst, die haat predikt tegenover ongelovigen en oproept tot de jihad. Hij is onverenigbaar met Europese waarden zoals democratie, scheiding van Kerk en Staat, vrijheid van meningsuiting en de gelijk-

l'État, la liberté d'expression et l'égalité des hommes et des femmes. Le fondamentalisme est inhérent à l'islam et est tout sauf une variante déviationniste de l'islam, pratiquée par une minorité. Qui sème l'islam récolte le fondamentalisme.

Nous estimons dès lors qu'il n'est pas souhaitable que notre pays permette à l'islam de devenir un véritable bastion musulman avec l'argent du contribuable. La présente proposition de loi vise à mettre fin à la reconnaissance du culte islamique en modifiant l'article 19*bis* de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes. Contrairement à ce que l'on prétend souvent, la reconnaissance de l'islam ne découle pas de l'article 19 de la Constitution, qui garantit uniquement la liberté des cultes et de leur exercice public. Les pouvoirs publics ne sont donc nullement tenus de reconnaître chaque religion et ensuite de la subsidier.

Les articles 3 à 7 de la présente proposition de loi visent à apporter à la loi du 2 août 1974 relative aux traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes les modifications qu'impose la fin de la reconnaissance de l'islam à laquelle tend l'article 2. L'article 8 abroge l'arrêté royal du 3 mai 1999 portant reconnaissance de l'Exécutif des Musulmans de Belgique, cet Exécutif devenant sans objet dès lors que le culte islamique n'est plus reconnu.

waardigheid van man en vrouw. Het fundamentalisme zit in de islam ingebakken en is alles behalve een door een minderheid beleden afwijkende variant van de islam. Wie islam zaait, zal fundamentalisme oogsten.

Wij achten het niet wenselijk dat we toelaten dat de islam met geld van de belastingbetaler uitgroeit tot een waarachtige moslimzuil. Dit wetsvoorstel beoogt de intrekking van de erkenning van de islamitische eredienst door een wijziging van artikel 19*bis* van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten. De erkenning van de islam vloeit, in tegenstelling tot wat ons vaak wordt voorgehouden, niet voort uit artikel 19 van de Grondwet, dat enkel de vrijheid van eredienst en de vrije openbare uitoefening ervan waarborgt. De overheid is dus geenszins verplicht elke godsdienst te erkennen en vervolgens te subsidiëren.

De artikelen 3, 4, 5, 6 en 7 van dit wetsvoorstel brengen aan de wet van 2 augustus 1974 betreffende de wedden van de titularissen van sommige openbare ambten en van de bedienaars van de erediensten wijzigingen aan die noodzakelijk zijn ten gevolge van de door artikel 2 van dit wetsvoorstel beoogde intrekking van de erkenning van de islam. Artikel 8 heft het koninklijke besluit van 3 mei 1999 houdende erkenning van het Executief van de Moslims van België op, aangezien dit door de intrekking van de erkenning van de islamitische eredienst zonder voorwerp wordt.

Filip DE MAN (VB)
Bert SCHOOFS (VB)
Gerolf ANNEMANS (VB)
Peter LOGGHE (VB)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

À l'article 19*bis* de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, inséré par la loi du 19 juillet 1974, remplacé après modification par la loi du 10 mars 1999 et modifié ensuite par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, sont apportées les modifications suivantes:

1/ à l'alinéa 1^{er}, les mots "aux cultes islamique et orthodoxe" sont remplacés par les mots "au culte orthodoxe";

2/ à l'alinéa 2, les mots "l'organe représentatif du culte islamique et" sont supprimés;

3/ à l'alinéa 7, les mots "les cultes islamique et orthodoxe" sont remplacés par les mots "le culte orthodoxe".

Art. 3

Dans l'intitulé du chapitre IV de la loi du 2 août 1974 relative aux traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes reconnus, modifié par la loi du 21 juin 2002, les mots "des Imams du culte islamique" sont supprimés.

Art. 4

L'article 29*bis* de la même loi, inséré par la loi du 23 janvier 1981 et modifié par la loi du 27 décembre 2004, est abrogé.

Art. 5

À l'article 30 de la même loi, modifié par la loi du 21 juin 2002, les mots "aux Imams" sont supprimés.

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 19*bis* van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten, ingevoegd bij de wet van 19 juli 1974, na wijziging vervangen bij de wet van 10 maart 1999 en nadien gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1/ in het eerste lid worden de woorden "islamitische en orthodoxe erediensten" vervangen door de woorden "orthodoxe eredienst";

2/ in het tweede lid vervallen de woorden "door het representatief orgaan van de islamitische eredienst en";

3/ in het zevende lid worden de woorden "islamitische en orthodoxe erediensten" vervangen door de woorden "orthodoxe eredienst".

Art. 3

In het opschrift van hoofdstuk IV van de wet van 2 augustus 1974 betreffende de wedden van de titularissen van sommige openbare ambten en van de bedienaars van de erkende erediensten, gewijzigd bij de wet van 21 juni 2002, worden de woorden "Israëlische erediensten en de imams van de islamitische eredienst" vervangen door de woorden "en Israëlische erediensten".

Art. 4

Artikel 29*bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 23 januari 1981 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, wordt opgeheven.

Art. 5

In artikel 30 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 juni 2002, vervallen de woorden "de imams".

Art. 6

À l'article 31 de la même loi, modifié par les lois des 23 janvier 1981 et 21 juin 2002, les mots “, des Imams” sont supprimés.

Art. 7

À l'article 31*bis* de la même loi, modifié par les lois des 23 janvier 1981 et 21 juin 2002, les mots “, aux Imams” sont supprimés.

Art. 8

L'arrêté royal du 3 mai 1999 portant reconnaissance de l'Exécutif des Musulmans de Belgique est abrogé.

Art. 9

La présente loi entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

23 février 2011

Art. 6

In artikel 31 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 23 januari 1981 en 21 juni 2002, vervallen de woorden “, de imams”.

Art. 7

In artikel 31*bis* van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 23 januari 1981 en 21 juni 2002, vervallen de woorden “, de imams”.

Art. 8

Het koninklijk besluit van 3 mei 1999 houdende erkenning van het Executief van de Moslims van België wordt opgeheven.

Art. 9

Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarop ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

23 februari 2011

Filip DE MAN (VB)
Bert SCHOOFS (VB)
Gerolf ANNEMANS (VB)
Peter LOGGHE (VB)